

Je pourrais citer trois ou quatre autres valeurs importantes, et sans doute le ferais-je à une autre occasion, mais je ne voudrais pas abuser du temps qui m'a été imparti. Je dirais simplement que le Canada que nous défendons maintenant n'est plus le Canada de 1911, la dernière année où nous avons tenu ce grand débat national. Nous nous sommes améliorés sur le plan qualitatif. Nous avons mûri. Nous avons bâti, d'un océan à l'autre, un grand pays composé de toutes sortes de gens, un pays différent de celui de 1911. Nos traditions ont évolué et diffèrent des traditions de l'époque. Notre parti n'est pas disposé à sacrifier ces traditions, ce patrimoine, pour faire partie d'une Amérique du Nord unifiée. Tel est l'engagement que nous avons pris. Nous voulons demeurer un Canada indépendant en Amérique du Nord.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Monsieur le Président, je propose donc:

Qu'on modifie la motion en remplaçant le point par une virgule, à la fin du paragraphe, et en ajoutant ce qui suit:

«et que, pour ce motif, la Chambre exhorte le gouvernement canadien à révoquer, à la toute première occasion, l'accord commercial conclu avec les États-Unis».

**Des voix:** Bravo!

**M. St. Germain:** Monsieur le Président, je poserai au chef du NPD une question bien simple. Il représente la circonscription d'Oshawa où le taux de chômage est pratiquement nul. C'est une bonne chose pour les citoyens d'Oshawa et nous en sommes contents pour eux. Dans tout le corridor allant de Windsor à la frontière du Québec, le taux de chômage est pratiquement nul.

Étant donné cette situation, qui est excellente pour la région concernée et qui découle de l'accord sur l'automobile, pour quelles raisons le vice-président des Travailleurs canadiens de l'automobile, M. Bob White, et le chef du NPD sont-ils si vivement opposés à cet accord de libre-échange? Il n'y a pourtant aucune différence avec le libre-échange prévu dans l'accord sur l'automobile. Pourquoi le chef du NPD prêche-t-il contre l'investissement étranger, alors que sa propre circonscription dépend de General Motors, une société étrangère? Dans l'accord sur l'automobile, il n'est question que d'entreprises étrangères, notamment Chrysler, Ford, American Motors, Honda et le reste.

Pourquoi les Canadiens des autres régions du pays n'auraient-ils pas le droit d'être aussi prospères que ceux de cette région qui peuvent compter sur un accord de libre-échange et un taux de chômage nul? Pour quelles raisons les Terre-Neuviens, les habitants de la Colombie-Britannique et les autres Canadiens ne pourraient-ils pas profiter d'une prospérité semblable à celle que le libre-échange et l'investissement étranger apportent à la circonscription d'Oshawa et à d'autres régions de l'Ontario?

**M. Broadbent:** Monsieur le Président, je tiens à remercier le député pour cette question et je voudrais garantir à tous mes collègues que je ne l'ai pas payé pour me la poser. Avant de répondre à la question, je voudrais lancer un défi au député. S'il est d'accord, nous paierons chacun la moitié du prix d'une annonce d'une page, par exemple dans le *Province* de Vancouver, où l'on imprimera sa question au complet et ma réponse au complet.

### Les subsides

• (1230)

Le député a posé une question sérieuse et je lui répondrai sérieusement. Il a dit que le taux de chômage était nul dans le couloir Windsor—Oshawa. Ce n'est pas tout à fait exact, mais je reconnais essentiellement que le taux de chômage de cette région est effectivement très faible par rapport à celui de bien d'autres régions du pays. La conclusion qu'il en tire est cependant erronée. Il prétend que ce faible taux de chômage dépend d'une entente de libre-échange pour l'industrie automobile. Ce n'est pas le cas. Les Américains voulaient libéraliser entièrement le commerce dans le secteur automobile en 1965. Le gouvernement de l'époque avait refusé en disant qu'il ne pouvait pas y avoir de libre-échange. Comme la quasi-totalité de l'industrie appartient à des entreprises américaines, elles se contenteraient de vendre toutes leurs automobiles et leurs pièces au Canada et de garder leurs usines au Michigan et plus tard en Géorgie, en Californie et dans d'autres États. Le gouvernement du Canada avait ensuite négocié l'entente sur l'automobile, qui fixait un niveau d'investissement minimum au Canada.

**M. Hopkins:** C'était un gouvernement libéral.

**M. Broadbent:** C'était un gouvernement libéral. Contrairement à ce que les conservateurs ont prétendu, le chef du NPD à l'époque ne s'opposait pas par principe à l'entente, comme on peut le voir en lisant ses discours. Bien au contraire. Notre parti avait demandé qu'on améliore l'entente et qu'on prenne des mesures pour fournir des prestations supplémentaires d'assurance-chômage aux travailleurs qui perdraient leur emploi à cause de la rationalisation de l'industrie. Nous avions proposé des mesures en vue d'augmenter les avantages pour les consommateurs du Canada. Je suis heureux de dire que le gouvernement avait accepté de mettre au point un programme spécial de prestations supplémentaires d'assurance-chômage à l'intention de ces travailleurs. J'espère que le gouvernement tirera des leçons, si jamais il parvient à donner suite à cet accord, ce que je ne souhaite aucunement.

L'essentiel de ce que je veux dire, c'est que l'Accord sur l'automobile obligeait les Américains à faire chez nous des investissements de façon soutenue et proportionnels à leurs ventes au Canada. Ce n'est pas du libre-échange, mais cet accord a procuré des emplois aux Canadiens. Si les Américains n'avaient pas fait ces investissements, une disposition de l'accord les aurait obligés à payer des droits par milliers de dollars pour exporter leurs voitures au Canada. C'était une manière d'encourager les investissements. Mais le gouvernement conservateur actuel, par cet accord de libre-échange, voudrait abolir cette disposition. C'est pourquoi nous nous y opposons.

**M. Stewart:** C'est de la foutaise.

**M. Broadbent:** Le Nouveau parti démocratique a dit que, s'il était possible de conclure un accord semblable, assorti d'investissements étrangers au Canada, il ne demanderait pas mieux. Si nous pouvons attirer des investissements américains en Colombie-Britannique, en Alberta ou dans d'autres parties du Canada en tirant un bénéfice, c'est-à-dire sans que ce soit seulement pour la maximisation des profits des États-Unis, alors nous voulons ce genre d'arrangement.